



Contre-jour

Deux prédécesseurs saoudiens de Ben Laden

par Madawi Al-Rasheed

historien de l'Arabie saoudite, exposé comme tout un chacun, depuis le 11 septembre, à un afflux d'images et de récits

médiatiques sur Oussama Ben Laden, voit immanquablement surgir dans sa mémoire d'autres personnages qui lui sont familiers. Les trajectoires politiques de Fayçal Al-Duwaysh et de Juhayman Al-Utaybi, en particulier, présentent avec celle de Ben Laden des ressemblances frappantes.

Fayçal Al-Duwaysh, de la tribu Mutair, défia l'autorité des Saoud en 1927 en mobilisant contre eux les Frères musulmans (Ikhwan), une organisation tribale pourtant créée par Ibn Saoud, le fondateur du royaume actuel. La formation religieuse des Frères était celle de l'islam wahhabite, mouvement réformiste puritain dont les origines remontent au XVIII^e siècle. Sous le patronage d'Ibn Saoud, des éducateurs religieux volontaires, les *mutawwa*, avaient été envoyés aux tribus de la péninsule arabique avec pour mission de les éduquer dans les principes de l'islam et d'œuvrer à l'hégémonie des Saoud en resserrant leurs liens d'allégeance vis-à-vis de cette famille. Surtout, ils devaient encourager les tribus à s'engager dans le djihad, la guerre sainte contre ceux qui s'écartaient du vrai chemin de l'islam. La consolidation de l'État saoudien en 1932 doit beaucoup aux Ikhwan et à leurs mentors, les *mutawwa*, qui pratiquaient un système de terreur auquel il fut difficile d'échapper tant qu'ils eurent l'appui d'Ibn Saoud.

Al-Duwaysh, qui était chef de tribu, fut soumis, avec tous les membres de cette dernière, au programme de « discipline et châtement » conduit par les *mutawwa*. À la suite de quoi son caractère changea : « De ce bédouin sauvage, arrogant et perspicace sortit un fanatique religieux »¹, un zéléteur animé de la volonté d'élargir l'hégémonie des Saoud aux autres tribus et communautés du pays.

Mais cela allait mal tourner. Car, si son enthousiasme et son ambition d'« islamiser » la population de l'Arabie ne connaissaient pas de limites, les conditions de cette mission se trouvèrent bouleversées dès la fin des années vingt : la Grande-Bretagne, solidement installée au Koweït, en Transjordanie et en Irak, était en effet

fort occupée à dessiner des frontières définitives et à les surveiller, dans une région où la population n'en avait pas l'habitude. Or Al-Duwaysh voulait étendre son influence au-delà de ce que les Anglais considéraient comme convenable. Sa mission de diffusion de l'islam entraînait ainsi en conflit avec les intérêts britanniques dans la région. Il présenta donc ses exigences à Ibn Saoud : tout en dénonçant les « infidèles » qui se mêlaient d'empêcher la libre circulation des tribus, il lui reprochait d'avoir cédé à la pression des militaires et émissaires politiques britanniques.

Avec d'autres, Al-Duwaysh finit par déclarer Ibn Saoud inapte à régner sur une communauté musulmane puisqu'il avait perdu son indépendance d'action au profit des Anglais. Les rebelles critiquaient aussi sa conduite personnelle (notamment ses mariages en série), qu'ils jugeaient déviante par rapport à la version de l'islam dans laquelle ils avaient été formés. Ibn Saoud comprit qu'il lui fallait contenir les activités de son ancien protégé s'il voulait rester en bons termes avec la Grande-Bretagne, la superpuissance régionale de l'époque. Il réunit donc une armée, composée principalement d'hommes des oasis du Najdi, pour réduire la rébellion. La guerre commença avec la bataille de Sibila, qui fut suivie de plusieurs attaques lancées contre les camps des Ikhwan. Par la suite, Ibn Saoud accepta l'offre britannique d'envoyer les unités de la Royal Air Force stationnées au Koweït et en Irak pour chasser Al-Duwaysh dans les vastes étendues désertiques qui séparaient le domaine d'Ibn Saoud des protectorats britanniques. Plusieurs membres des Ikhwan s'enfuirent au Koweït : « Ces populations terrorisées fuyaient tant la RAF que Ibn Saoud. Les Britanniques craignaient que les Ikhwan ne trouvassent refuge auprès des tribus du Koweït et ne finissent par s'y fondre »². En janvier 1930, après plusieurs bombardements, les Britanniques capturèrent Al-Duwaysh. Malgré leurs réticences (ils « craignaient soit l'exécution sommaire d'un grand nombre de gens, y compris peut-être des femmes et des enfants, soit au contraire un pardon qui permettrait aux rebelles de reprendre leurs raids »³), ils finirent par le livrer, ainsi que d'autres insurgés, à Ibn Saoud. Al-Duwaysh, incarcéré, « mourut en prison » au bout de quelques mois. La défaite des Ikhwan marque la fin d'une période agitée de l'histoire saoudienne et fut suivie de la proclamation du royaume par Ibn Saoud, en 1932. Les Frères s'étaient montrés une excellente force combattante pour l'expansion du royaume, mais étaient ensuite devenus un obstacle à la consolidation de son autorité.

La deuxième personnalité est plus récente. Le 20 novembre 1979, Juhayman Al-Utaybi et un groupe de ses partisans surprirent le gouvernement saoudien et le monde musulman tout entier en assiégeant la mosquée de La Mecque en pleine saison du pèlerinage. Juhayman avait été un prêcheur actif professant des opinions bien arrêtées sur ce que doit être le bon dirigeant musulman et quelles doivent être ses relations avec les « infidèles ». La majorité de ses disciples, qu'on estime à 200 à 400 rebelles, avaient étudié dans les universités religieuses d'Arabie saoudite.

On y trouvait des Saoudiens mais aussi des Koweïtiens, des Yéménites et des Égyptiens. Comme Al-Duwaysh avant lui, Juhayman s'en prenait ouvertement aux membres de la famille royale pour leur corruption et leur inconduite, et aussi pour avoir choisi de s'appuyer sur des « infidèles » – cette fois, les États-Unis – en vue d'assurer leur propre sécurité. Il différait toutefois de son prédécesseur en ceci qu'il avait bénéficié d'une éducation religieuse plus formelle, créée, patronnée et promue par l'État saoudien, un État qui ne cessait d'invoquer ses lettres de noblesse islamiques pour asseoir sa légitimité non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi à l'étranger.

Le gouvernement réagit en mobilisant les oulémas. La plus haute autorité religieuse du royaume, Cheikh Abd Al-Aziz Ibn Baz, émit une *fatwa* appuyant les dirigeants du pays et les autorisant à intervenir militairement dans l'enceinte sacrée du pèlerinage. Ayant fait appel à l'assistance militaire de la France, les troupes gouvernementales donnèrent l'assaut. Les assiégés finirent par sortir le 3 décembre, et Juhayman fut capturé. Il fut par la suite décapité après que le gouvernement se fut assuré une *fatwa* à cet effet, émise par les principaux religieux du pays.

La rébellion de Juhayman était une manifestation des contradictions travaillant la société saoudienne, trois d'entre elles surtout : la tension entre une soudaine et immense richesse, accompagnée d'une modernisation économique rapide, et l'adhésion à une interprétation puritaine de l'islam ; l'incompatibilité entre le dogme religieux et la politique royale ; la vulnérabilité de la famille royale aux attaques des néo-Frères musulmans, descendants de ceux qui avaient fomenté la rébellion contre Ibn Saoud en 1927-1930 (Juhayman lui-même était né dans la colonie ikhwan de Sajir, dans le Qasim). L'évolution récente du pays avait eu des effets sociaux contradictoires, et qui n'avaient pas été prévus par un gouvernement se posant en champion de la modernisation pour se constituer un nouveau terrain de légitimité. C'était un éveil politique puisant dans un discours religieux qui s'exprimait désormais plus clairement sous l'influence des établissements religieux d'enseignement et d'alphabétisation. Juhayman avait fait de longues études religieuses, y compris sa thèse de théologie, dans une université islamique créée par l'État saoudien.

Nous voici aux années quatre-vingt-dix, et nous rencontrons Oussama Ben Laden, phénomène authentiquement transnational, né (en 1957) et élevé en Arabie saoudite. Il n'a pas de racines tribales dans le pays – car son père (venu du Hadramaut, au Yémen) ne s'y est installé que dans les années trente – et c'est peut-être pour cela que le régime lui fait confiance. Sa richesse et ses intérêts économiques sont ceux d'un homme socialement intégré, considéré par le gouvernement saoudien, jusqu'en 1994, comme un bon citoyen, et jouissant de solides relations dans les plus hautes sphères du pouvoir, qui ont largement contribué à l'accumulation de son immense fortune.

Le gouvernement saoudien et les États-Unis se sont d'abord appuyés sur lui pour mettre en œuvre leurs plans de libération de l'Afghanistan, occupé par les Soviétiques depuis 1979. Il avait offert ses services et allait pourvoir aux transports, à l'hébergement et à l'entraînement des combattants du djihad, ces hommes venus d'un peu partout pour libérer l'Afghanistan. D'abord basé à Peshawar, au Pakistan, il s'installa ensuite en Afghanistan. Il constitua une source d'inspiration pour une jeune génération de Saoudiens et d'autres musulmans qui allaient combattre pour la cause afghane. Puis, ayant fait ses preuves dans le combat contre les Soviétiques, il allait, comme Al-Duwaysh et Juhayman, se heurter à ses protecteurs de naguère. En effet, son ambition de créer une communauté musulmane mondiale forte et indépendante était incompatible avec les projets politiques des dirigeants saoudiens. Le choc fatal vint en 1990, lorsque ceux-ci invitèrent les Américains à défendre la terre de l'islam contre l'invasion imminente par Saddam Hussein : Ben Laden dénonça cette décision, notamment à cause du soutien systématique des États-Unis à Israël. Ses objections frappaient juste dans un pays qui avait consacré tant de moyens à se donner une infrastructure militaire, notamment en achetant des armes américaines. Il appela d'abord à renverser certains dirigeants musulmans, notamment ceux de l'Arabie saoudite, à qui il reprochait leurs relations trop étroites avec l'Occident. La citoyenneté saoudienne lui fut retirée en 1994 et son groupe, connu sous le nom de Comité de conseil et de réforme (ARC), fut interdit. Dès lors, il intensifia ses attaques contre les dirigeants saoudiens, d'abord à partir du Soudan puis de l'Afghanistan. L'ARC installa son siège à Londres sous la direction de Khalid Al-Fawwaz, aujourd'hui emprisonné en Grande-Bretagne en attendant son procès et son éventuelle extradition vers les États-Unis sous l'accusation de relations avec le terrorisme. On pense que l'ARC est devenu une organisation de couverture pour des groupes radicaux islamistes qui regroupent des Saoudiens et d'autres musulmans en Europe. En Afghanistan, les camps d'entraînement d'Oussama Ben Laden, notamment le réseau Al-Qaida, sont devenus légendaires et évoquent l'image d'armes perfectionnées, de technologies de communication dernier cri et de laboratoires scientifiques préparant des armes chimiques et bactériologiques dans un décor médiéval fait de maisons de torchis et de grottes de montagne.

Il semble qu'Oussama Ben Laden ait deux cercles de disciples. Au centre, un petit noyau de membres qui lui sont directement liés par une chaîne de commandement fonctionne comme une organisation secrète. La plupart de ces partisans sont probablement en Afghanistan mais d'autres se trouvent en Arabie saoudite, ailleurs dans le monde musulman ou même à l'extérieur de celui-ci. Le second cercle est un groupe plus large de sympathisants non membres du réseau secret Al-Qaida. Ils considéreraient Oussama Ben Laden comme un « parrain » dont les messages sont « en accord avec leurs aspirations »⁴. Il est difficile d'évaluer l'ampleur d'une organisation telle que celle d'Oussama Ben Laden mais il ne fait pas de doute que

les critiques qu'il adresse aux dirigeants du royaume et sa défiance vis-à-vis des États-Unis sont bien accueillis par une fraction importante de la population saoudienne, comme l'indique le fait que quinze des dix-neuf pirates de l'air du 11 septembre 2001 aient été d'origine saoudienne. Un sondage effectué après les attentats a d'ailleurs montré que plus de 90 % des jeunes du pays avaient de la sympathie pour le message de Ben Laden. Mais, bien sûr, être d'accord sur sa tactique militaire et faire partie de son réseau sont deux choses différentes.

Les similitudes entre les trois personnages sont frappantes. Tous rejettent une vie confortable à la cour et préfèrent se lier à des mystiques et des hors-la-loi. Tous sont des produits de la protection royale et du patronage de la cour. Tous résistent à l'appât de la richesse et du prestige. Tous sont sans merci pour leurs ennemis. Tous sont écrasés avec l'aide de puissances étrangères (Oussama ben Laden et son réseau sont en passe de l'être). Tous sont les produits d'une société en cours de changement rapide. Un seul et même message est émis par ces trois figures historiques qui ne sont séparées que dans le temps. Le paysage rude et aride de la rébellion d'Al-Duwaysh, son mode de vie austère, son apparence misérable (telle que l'ont décrite des officiers britanniques pendant sa captivité au Koweït) et l'environnement dans lequel Juhayman a grandi ne sont pas très différents de l'Afghanistan d'aujourd'hui, où Ben Laden a trouvé refuge. Celui-ci opère toutefois dans un contexte politique qui a radicalement changé, que ce soit en Arabie ou dans le reste du monde. La population saoudienne d'aujourd'hui sait lire et elle est plus au fait de l'actualité et des changements politiques qui secouent le pays depuis cinquante ans. La guerre du Golfe, en 1990, l'a hissée à un niveau de conscience politique qu'elle n'avait jamais atteint jusqu'ici.

Les spécialistes de l'Arabie saoudite ne manquent pas aujourd'hui de rechercher les facteurs sociaux, culturels, économiques et politiques qui expliquent le phénomène Ben Laden et celui de ses prédécesseurs. Pourquoi l'Arabie saoudite a-t-elle produit ces « rebelles puritains », qui habillent leur opposition politique d'un discours religieux pour défier l'autorité royale dans une société généralement peu portée à la contestation ? Pourquoi ces rebelles associent-ils critique politique intérieure et intransigeance à l'égard des relations du gouvernement avec l'Occident – Grande-Bretagne d'abord, États-Unis ensuite ?

Une thèse malheureusement fréquente est centrée sur l'islam en général et sa version wahhabite en particulier, qui seraient la source d'inspiration commune des rébellions antérieures et du terrorisme actuel. L'attaque en règle à laquelle les médias américains ont récemment soumis le système éducatif saoudien associe ainsi prédication religieuse et terrorisme. Le postulat, souvent sous-entendu, est que le système d'éducation religieuse produit des xénophobes, nourris de haine et de méfiance à l'égard des juifs, des chrétiens et autres indésirables. Les diplômés

des écoles et institutions supérieures religieuses saoudiennes sortent de leur scolarité, à en croire ces interprétations, armés d'un discours qui peut faire d'eux des adultes intolérants, disposés à répondre à l'appel au djihad ou à diverses activités relevant du terrorisme, dans l'acception très large de ce terme qui est de mise aujourd'hui. On retrouve dans cette thèse l'écho d'arguments développés notamment lors de la révolution iranienne, lorsque de nombreux commentateurs considéraient l'idée chiite du martyr comme la raison du succès de la République islamique. L'islam sunnite dans sa version saoudienne rejoint aujourd'hui le chiisme comme cadre d'interprétation de toute une série d'événements, y compris les attentats du 11 septembre.

Professer de telles analyses, c'est oublier que l'islam reste un texte susceptible d'être interprété par des individus qui sont eux-mêmes le produit d'un certain contexte historique. Bien peu de ceux qui tiennent un tel discours savent que l'essentiel de l'éducation religieuse dans les écoles saoudiennes porte sur les principes de la foi, des actions et de la moralité islamiques, et sur les rites qui vont de la prière et du jeûne au pèlerinage. L'enseignement de la vie du Prophète ne peut que présenter aux élèves une histoire politique complexe, ponctuée d'alliances, de conflits et de compromis. Si les enseignants en religion mettent souvent l'accent sur le rejet des « infidèles », l'histoire de l'islam telle qu'elle est transmise dans les écoles fournit de nombreux exemples de diversité dans les rapports avec ces derniers. Cela n'est pas de nature à faciliter l'élaboration d'un modèle islamique monolithique d'hostilité irréductible vis-à-vis des non-musulmans.

En outre, le lien entre endoctrinement et action n'a jamais été clairement établi par les sociologues de l'éducation et les psychologues : on ne sait pas encore si les élèves font ce qu'on leur dit de faire. Il y a certainement toute une série de facteurs qui facilitent ou entravent l'intériorisation de ce qui est enseigné, y compris chez les étudiants les plus enthousiastes. Il faut donc prendre ses distances vis-à-vis de ce type de thèses, surtout celles qui font de l'éducation le seul facteur.

Malgré les décennies qui séparent les trois personnages évoqués dans cet article, un élément est resté constant : l'Arabie saoudite revêt une signification symbolique non seulement pour ses propres citoyens mais pour le monde musulman dans son ensemble. Ses rebelles musulmans ont bien plus d'influence que ceux qu'on pourrait qualifier de laïques, qu'ils soient socialistes ou nationalistes : le pays en a eu son lot dans les années soixante et soixante-dix, mais ils sont tous tombés dans l'oubli, pour n'avoir pas su incorporer dans leur opposition ce qui rencontre un véritable écho dans la population, à savoir l'héritage musulman du pays. Les dirigeants saoudiens s'affirment gardiens de l'islam, de ses lieux saints et de sa cause. Là est la racine du problème. Un gouvernement qui tire sa légitimité de cette source va nécessairement rencontrer une opposition fondée sur la tradition d'interprétation

et de réinterprétation que comporte l'islam. Gardien des deux villes saintes, le roi saoudien assume une responsabilité provenant d'une tradition sacrée. Mais, en tant qu'homme, il n'est pas infallible, et son gouvernement peut commettre des fautes. Sa conduite et celle de son entourage seront donc examinées de près. Avec la consolidation de l'État et la modernisation du pays, les dirigeants saoudiens ont fait des choix que beaucoup considèrent comme déviants par rapport à la voie de l'islam. L'un d'eux consiste à prendre appui sur les États-Unis. Les experts en religion, mais aussi la majorité des citoyens, tiennent rigueur au gouvernement de faire ainsi dépendre sa sécurité d'une puissance étrangère. On peut d'ailleurs se demander si la présence militaire américaine protège vraiment ces dirigeants. Depuis le 11 septembre, on voit bien qu'elle constitue plutôt un handicap qu'une source de sécurité. Les Saoudiens sont également mécontents de la transformation de leur paysage et de l'assaut des forces de mondialisation et du capitalisme international contre leur ordre moral. Ce ressentiment est très différent de ce qu'on peut observer d'analogue dans d'autres pays musulmans, précisément parce que l'Arabie saoudite reste la terre de l'islam et de ses sanctuaires les plus sacrés. C'est cette signification symbolique qui fait obstacle au compromis lorsqu'il s'agit de savoir comment un pays musulman doté d'une immense richesse a perdu sa volonté et sa capacité d'agir en toute indépendance. Aux yeux de la plupart des Saoudiens, leur pays n'a pas utilisé ses deux grands atouts, le poids religieux et la richesse matérielle, pour s'imposer sur la scène internationale. D'où un sentiment très répandu de frustration, aujourd'hui comme hier. La question palestinienne, toujours sans solution, vient sans cesse rappeler l'incapacité des dirigeants à transformer leurs grands discours sur le soutien à l'islam et aux musulmans du monde entier en action concrète. Lorsqu'à cela s'ajoutent la mauvaise gestion de la politique intérieure, le pillage de la richesse nationale, la corruption des princes et un avenir économique incertain, le terrain est prêt pour des rébellions telles que celles qu'on évoque ici. On ne saurait, autrement dit, faire la part de ce qui relève de la politique intérieure et de ce qui est affaires du monde. Mais, en même temps, on est en présence d'une vision dichotomique (« eux » et « nous ») : alors que, dans les autres pays musulmans, un terrain médian permet généralement la jonction entre musulmans et non-musulmans, les Saoudiens n'ont pas encore trouvé les voies d'une coexistence confortable. On aura compris que le vrai problème est ici non pas la prédication religieuse, le matériel d'enseignement ou les traités théologiques dénonçant les infidèles, mais l'économie et la politique réelles, qui précisément déterminent la façon dont les Saoudiens réagissent aux discours des prédicateurs.

Le gouvernement saoudien observe un silence assourdissant depuis le début de la crise actuelle. Sa réticence à autoriser l'usage de ses bases militaires durant la guerre des Américains contre le terrorisme et son discours hésitant depuis le

11 septembre conduisent à se demander s'il a pris suffisamment conscience de sa propre histoire. S'il soutient pleinement l'attaque contre l'Afghanistan, il nourrit l'animosité de son propre peuple et de ses oulémas, dont certains ont déjà fait circuler des *fatwa* hostiles à la « coopération » avec des infidèles contre des musulmans⁵. S'il dénonce la guerre en Afghanistan, il risque de devenir la prochaine cible. À mesure que les États-Unis se préparent à attaquer l'Irak, le dilemme devient plus aigu. Ajouté à la plaie toujours ouverte que représente la Palestine, il piège le régime entre son alliance stratégique avec les États-Unis et une population impatiente. En avril 2002, réagissant aux opérations punitives de Sharon en Cisjordanie, les Saoudiens de plusieurs villes sont descendus dans la rue pour manifester en faveur de la cause palestinienne – alors que le gouvernement l'interdit – et pour crier des slogans contre Israël et les États-Unis. Ces manifestations étaient certes bien sages par comparaison avec ce qui s'est passé dans d'autres pays arabes, par exemple à Bahrein, mais elles reflétaient la frustration qui mûrit dans le pays. Des mosquées ont surgi des jeunes qui exprimaient leur déception. Les journaux se sont demandé si les manifestations sont une réaction appropriée et si elles sont admissibles en Islam ; mais, dans l'esprit de bien des habitants, la question reste de savoir pourquoi il ne leur était pas permis de manifester comme on le faisait dans d'autres pays, arabes ou non. Un message est à lire en filigrane dans ce débat : combien de temps les Saoudiens toléreront-ils de se voir interdire de s'exprimer dans leur propre pays ? En l'absence d'opposition politique qui pourrait prétendre conduire un changement, et compte tenu des restrictions imposées à la participation politique et à la liberté d'expression des citoyens, la mosquée restera un certain temps à la fois le lieu de réunion et la source d'inspiration de la jeunesse, qui constitue la majorité de la population. Une économie en stagnation et soumise à une pression croissante dans le sens de sa libéralisation et de sa privatisation, la rareté des emplois qui s'offrent à une population qui ne cesse de croître et la limitation des libertés politiques nourrissent le mécontentement. L'immense signification religieuse et la richesse du pays ne lui ont pas permis d'acquérir l'indépendance et la volonté politique souhaitées par la plupart des habitants, aux yeux desquels les relations avec les États-Unis expliquent en partie cet échec. Sans un sérieux changement de la scène politique intérieure et un compromis acceptable avec le monde extérieur, on peut penser que le phénomène Ben Laden, qui n'est pas le premier du genre, ne sera pas non plus le dernier.

Traduit de l'anglais par Rachel Bouyssou

Madawi Al-Rasheed enseigne l'anthropologie sociale à King's College, Université de Londres. Elle est l'auteur de *A History of Saudi Arabia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
E-mail : madawi.al-rasheed@kcl.ac.uk

-
1. K. Al-Zikri, *Al-wajiz fi sirat al-malik Abd al-Aziz*, Beyrouth, Dar Al-Ilm, 1972, p. 166.
 2. C. Leatherdale, *Britain and Saudi Arabia 1925-1939*, Londres, Frank Cass, 1983.
 3. *Ibid.*
 4. Mouvement pour la réforme islamique en Arabie, brochure sur Oussama Ben Laden, s.d.
 5. L'une d'elles est celle de Cheikh Hamoud Al-Oqla. Voir *The Economist*, 13 oct. 2001, et www.aloqla.com